



POLE VIE ASSOCIATIVE & INSTITUTIONNELLE
Dossier : Assemblée générale 2019
Dossier suivi par : Didier Bisson, Délégué National
Date : 15 et 16 juin 2019



Fiche B12

Réponses aux Motions & Vœux

Table des matières

Motions non recevables.....	2
AUVERGNE: Domaine de la Planche	2
AUVERGNE : Management	2
AUVERGNE : Les risques psycho-sociaux.....	2
Motions avec avis favorable.....	3
AUVERGNE : Création d'un Réseau de Correspondant.e.s Locaux.ales	3
AUVERGNE : Le CPP	3
AUVERGNE : Importance des Salarié.e.s	3
CENTRE : Création des postes de Responsable Adjoint et Trésorier Adjoint	4
GRAND EST : Médiatisation et Accompagnement des Positions de l'Association	4
HAUTS DE FRANCE : Conseil Juridique.....	4
MIDI-PYRÉNÉES : Bénévoles Nationaux.....	5
MIDI-PYRÉNÉES : L'engagement des EEDF	5
POITOU-CHARENTES : Centre de Plein Air.....	6
RHÔNE-ALPES : Les amortissements des subventions	6
RHÔNE-ALPES: Les relations au sein des éclés	6
RHÔNE-ALPES : Le Service National Universel	6
Motions avec avis défavorable.....	7
AUVERGNE : Suivi des Motions	7
BRETAGNE : Service National Universel	7
HAUTS DE FRANCE : Contribution et modèle économique.....	7
MIDI-PYRÉNÉES : Durée de l'AG	8
MIDI-PYRÉNÉES : Organisation des AG en Interne	8
RHÔNE-ALPES: l'Excédent Brut d'Exploitation	8
Vœux.....	9
AUVERGNE : Atteinte à la Démocratie	9
AUVERGNE : Climat & Biodiversité	9
BRETAGNE : Service National Universel	9
GRAND EST :	10
RHÔNE ALPES : Service National Universel	10

Motions non recevables

AUVERGNE: Domaine de la Planche

Le rayonnement du Centre Permanent National du Domaine de la Planche étant indubitable, la région Auvergne (associée aux membres du CGA du centre) réunie en congrès les 16 et 17 mars au Domaine de la Planche demande que le poste de direction soit conservé tel qu'il était, ce de manière permanente et physiquement sur le Domaine.

Cette motion est non recevable.

La gestion d'un moyen salarié ne relève pas d'une motion. Cela figera une politique salariale sur un centre qui empêchera tout changement dans le futur.

AUVERGNE : Management

La région Auvergne réunie en Congrès les 16 et 17 mars au Domaine de la Planche refuse de cautionner le management actuel mis en place par les Ressources Humaines, générant une grande souffrance salariale et en totale contradiction avec les valeurs des EEDF. Nous demandons que soit respecté le droit du travail ainsi que les personnes, et que soit mis en place un nouveau système managérial respectueux des valeurs EEDF et du droit du travail.

Cette motion est non recevable.

La gestion d'un moyen salarié ne relève pas d'une motion. Le respect du droit du travail est une obligation légale qui ne relève pas d'une motion émanant d'un congrès. Cependant, l'évolution du management est en effet une nécessité puisqu'il ne semble pas participer actuellement à la mobilisation pleine, et épanouie de nombre de personnels.

AUVERGNE : Les risques psycho-sociaux

La région Auvergne réunie en Congrès les 16 et 17 mars au Domaine de la Planche refuse de cautionner le management actuel mis en place par les Ressources Humaines, générant une grande souffrance salariale et en totale contradiction avec les valeurs des EEDF. Nous appelons à ce que le CHSCT, via la DUP, en réunion extraordinaire, déclenche une expertise sur les Risques Psychosociaux conformément au code du Travail.

Cette motion est non recevable.

Conformément au droit du travail, l'AG ne peut contraindre la DUP à mener cette analyse complexe.

Motions avec avis favorable

AUVERGNE : Création d'un Réseau de Correspondant.e.s Locaux.ales

La région Auvergne réunie en Congrès les 16 et 17 mars au Domaine de la Planche propose la création d'un réseau à l'échelle nationale de correspondant·e·s journalistes locaux·ales.

Ce maillage de correspondant·e·s existerait sur la base du volontariat, serait coordonné par une équipe de salarié·e·s et de bénévoles, aura la possibilité de se former et devra adhérer à une charte journalistique précise. Il couvrirait les besoins d'informations et de témoignages des actions des échelons locaux et régionaux. Il fournirait également des reportages intérieurs, médias photos et vidéos exploitables par les équipes de communication de tous les échelons de l'association.

Enfin, l'existence d'un tel réseau permettrait de mettre à profit et de valoriser les compétences des individus qui le composent.

Le Comité Directeur est favorable à la motion telle qu'elle est présentée.

Le Comité Directeur trouve l'idée intéressante et préconise toutes les structures à identifier des personnes dans leurs équipes pour réaliser cette mission.

AUVERGNE : Le CPP

Depuis plus d'un an, nous avons reçu la version d'essai du CPP. Beaucoup de groupes l'ont expérimentée et les retours sont positifs. La région Auvergne réunie en Congrès les 16 et 17 mars au Domaine de la Planche propose la mise en place de la version définitive revue et corrigée (avec les 8 points de la méthode scoute) de cet outil pédagogique de la branche éclée.

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

La livraison de cet outil (en version numérique) est prévue pour l'AG 2019.

AUVERGNE : Importance des Salarié.e.s

La région Auvergne réunie en Congrès les 16 et 17 mars au Domaine de la Planche refuse de cautionner le management actuel mis en place par les Ressources Humaines, générant une grande souffrance salariale et en totale contradiction avec les valeurs des EEDF. Nous proposons d'insister sur le caractère fondamental des salarié·e·s au sein des territoires, à la fois sur la vie de l'association, son développement et son ancrage territorial, et sur l'impact et le dynamisme apportés par les salarié·e·s à l'engagement et aux activités des bénévoles.

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

La mise en place des pôles a permis de remettre des salariés dans les territoires où il n'y en avait pas.

CENTRE : Création des postes de Responsable Adjoint et Trésorier Adjoint

Vu les difficultés rencontrées par les SLA et les régions pour remplacer leurs responsables et leurs trésorier.e.s à l'issue de leurs mandats, vu les responsabilités personnelles engagées par les responsables et les trésorier.e.s des SLA et des régions, la région Centre, réunie en congrès régional à la permanence régionale, 62 rue du petit pont, à Orléans le 23 mars 2019, demande la création des postes de responsable adjoint.e et de trésorier.e adjoint.e de SLA et région

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

Le Comité Directeur encourage cette démarche et demande à la commission Gouvernance de travailler sur la modification du Règlement Général pour la prise en compte de cette modification.

GRAND EST : Médiatisation et Accompagnement des Positions de l'Association

La région Grand Est, réunie en congrès les 9 et 10 mars, au Centre National Des Tronches, demande que l'association médiatise ses prises de positions (par exemple : pour les actions en faveur de la planète) et en lien avec les groupes locaux, puisse mettre en place les conditions de l'engagement de nos jeunes.

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

HAUTS DE FRANCE : Conseil Juridique

La région Hauts de France réunie en congrès les 16 et 17 mars 2019 à Gravelines souhaite que la cellule d'urgence mise en place par l'association se dote d'un conseil juridique professionnel. Ce dispositif doit permettre d'accompagner les directeur.trices et les équipes d'animation afin d'apporter une expertise technique sur les différentes démarches pouvant être nécessaires, au regard de la gravité des événements rencontrés lors des séjours et camps d'été.

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

Des dispositifs sont déjà en place et nous permettent d'obtenir des conseils juridiques en cas de besoin à tout moment de l'année.

MIDI-PYRÉNÉES : Bénévoles Nationaux

Nous constatons aujourd’hui : - qu’une partie non négligeable du travail de conception et de production pédagogique de l’association se réalise sans une implication bénévole avant l’étape de validation - que la liste, le contact, la composition et les travaux en cours des commissions ou groupes nationaux ne sont pas facilement accessibles - que les modalités selon lesquelles des bénévoles peuvent, ou pas, rejoindre un groupe national ne sont pas toujours claires ; et que cela freine en outre le renouvellement des personnes impliquées au niveau national. Ce constat est dommageable à la fois pour la richesse de nos propositions et pour la diffusion et la mise en œuvre des propositions produites. Il est en outre en contradiction avec notre volonté de rester une association de bénévoles : l’implication, et dès que possible le pilotage bénévole dans notre conception et production pédagogique est essentielle ; en lien avec les salarié.e.s qui apportent en fonction des cas, expertise, méthodologie, vision globale. La région Midi-Pyrénées demande donc que, d’ici l’AG 2020, le Comité Directeur définisse un cadre relatif à l’implication bénévole dans la conception et la production pédagogique de l’association, et que la communication à ce sujet soit améliorée. Ce cadre devra favoriser l’implication des jeunes adultes au niveau national.

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

La CME a lancé un travail sur la révision du programme des jeunes. Une fois ce travail réalisé, une méthode de constitution de groupes de travail pour la déclinaison des programmes pédagogiques de branches sera proposée.

MIDI-PYRÉNÉES : L’engagement des EEDF

Le texte « L’engagement des EEDF », qui nous définit comme « un mouvement éducatif engagé » et explicite nos valeurs et prises de position, a été adopté en Assemblée générale en 1998. Il contient des valeurs fortes et permet de mieux comprendre et faire vivre notre projet éducatif. Il est cependant peu connu des adhérent.e.s d’aujourd’hui, et nécessite d’être actualisé au vu des enjeux et des débats actuels. De plus, plusieurs motions adoptées ces dernières années contiennent des éléments qui doivent faire évoluer son contenu (motion coéducation 2015, motion éducation populaire 2017, motion égalité des droits et lutte contre le sexisme 2017, motion émancipation des jeunes 2018, motion démocratie dans les unités 2018, motion communication non-violente 2018). La Région Midi-Pyrénées demande donc que l’association s’engage dans l’actualisation du texte Nos engagements pour un vote à l’AG 2021, dans le cadre d’une démarche pilotée par des bénévoles, qui prenne en compte les contributions des groupes de travail nationaux, et permette la contribution du plus grand nombre.

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

Le Comité Directeur demande à la commission Méthodes Educatives la mise en œuvre de ce groupe de travailler de bénévole afin de présenter un texte actualiser pour l’AG de 2020.

POITOU-CHARENTES : Centre de Plein Air

Concernant le devenir des centres de plein air, le congrès régional de Poitou-Charentes attend une analyse globale, un diagnostic financier qui soit mis en regard d'une analyse de ce que les centres apportent au projet éducatif de l'association. Nous demandons plus de transparence sur les critères d'analyse, et un diagnostic à visée participative, avant d'aboutir aux conclusions finales même si elles doivent être «dououreuses».

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

Toutes les demandes formulées dans cette motion sont déjà intégrées dans les critères du schéma directeur immobiliers.

RHÔNE-ALPES : Les amortissements des subventions

Le congrès demande la remise en cause de la règle comptable d'amortissement des subventions. Cela permettrait d'avoir une vision globale de notre compte. On n'amortit plus les subventions.

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

La règle comptable qui ne permet pas d'amortir les subventions d'investissement est fixée par l'Etat. Les EEDF en lien avec notre CAC appliquent les normes associatives.

Un changement de règle est prévu à partir de janvier 2020, où l'amortissement de la subvention se fera au même taux que l'amortissement de l'investissement.

Un travail sera à faire pour repositionner les subventions d'investissements antérieurs dans le passif du bilan.

RHÔNE-ALPES: Les relations au sein des éclés

Les relations au sein des éclés (toutes instances, impliquant bénévoles et salariés) sont actuellement tendues et souvent ressenties comme violentes, ce qui crée un climat de défiance mutuelle. Nous demandons que l'équipe de gouvernance s'empare de cette question sachant que l'écoute et le respect font partie de nos valeurs afin de proposer des solutions concrètes (formations puis fiches pratiques, Route nouvelle...) qui permettront d'améliorer cette situation qui démotive les bénévoles et salariés sur le terrain.

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

Il a déjà demandé à la commission Gouvernance sur ces sujets au travers de ces objets de travaux.

RHÔNE-ALPES : Le Service National Universel

Au vu du positionnement sur le vœu concernant le Service National Universel, les Eclaireuses Eclaireurs de France ne devraient-ils pas créer, en coopération avec les autres mouvements d'éducation populaire, un groupe de réflexion afin de proposer une alternative au Service National Universel qui correspondrait à nos valeurs ?

Le Comité Directeur est favorable à cette motion.

Les EEDF sont déjà engagés auprès d'autres instances national (JPA, SF, ...). L'association est vigilante à ne pas rester toute seule sur ce sujet.

Motions avec avis défavorable

AUVERGNE : Suivi des Motions

La région Auvergne réunie en Congrès les 16 et 17 mars au Domaine de la Planche demande à ce que toutes les motions adoptées en Assemblée Générale, soient effectivement appliquées et propose qu'un dispositif de suivi soit mis en place, afin de garantir qu'elles soient respectées.

Le Comité Directeur est défavorable à cette motion telle qu'elle est présentée.

La mise en place des motions se fait à chaque niveau de l'association. La création d'un dispositif de suivi est trop complexe à mettre en œuvre actuellement. Le Comité Directeur propose à la commission de contrôle de se saisir de ce dossier.

BRETAGNE : Service National Universel

En tant qu'association de scoutisme et d'éducation populaire, les EEDF souhaitent redire que le service et l'engagement n'ont de sens que librement choisis. Le Service National Universel est présenté comme obligatoire. Il s'impose à toute une population, caractérisée par son âge et des stéréotypes qui définiraient son rapport au monde sous le prisme du manque (manque d'ouverture à l'autre, de solidarité, d'engagement). Ce Service National Universel, porté par l'armée, répond à ces stéréotypes par des normes standardisées. Celles-ci donnent à penser que des recettes expéditives pourraient être des solutions aux maux d'une société entière. Notre projet éducatif vise à l'émancipation de toutes et tous, au développement d'une citoyenneté et d'un engagement nourris par un esprit critique. Ainsi ni la forme ni le fond du Service National Universel ne peuvent répondre à nos ambitions pour la société. Ainsi les EEDF de la Région Bretagne réuni.e.s en Congrès les 2 et 3 mars 2019 à Trégastel souhaitent que l'association ne participe pas à la phase d'expérimentation du Service National Universel.

Le Comité Directeur est défavorable à cette motion.

Le Comité Directeur pense que cette motion ne permettra pas de prendre le temps de réfléchir au dispositif au sein de l'association et exclura par avance celle-ci de bon nombre d'actions publiques. Cela ne sous-entend pas que l'association s'engagera dans le dispositif à la suite des expérimentations.

HAUTS DE FRANCE : Contribution et modèle économique

La région Hauts de France réunie en congrès les 16 & 17 mars 2019 à Gravelines, rappelle comprendre l'intérêt de financer collectivement des services nationaux, et demande une révision du modèle économique qui ne porte pas préjudice aux produits des actions d'autofinancement de nos projets locaux et qui respecte les engagements que nous devons prendre vis-à-vis de nos partenaires financiers locaux, notamment sur le plan légal.

Le Comité Directeur est défavorable à cette motion.

Revoir le modèle économique nécessite que pour le travail sur les prochaines orientations nationales, l'association s'empare de la demande et propose à l'AG 2020 une contribution adaptée à ses besoins, en prenant en compte la problématique soulevée des produits liés aux autofinancements et subventions.

MIDI-PYRÉNÉES : Durée de l'AG

Afin de faciliter et d'augmenter le temps démocratique et de débats de l'association des EEDF, notamment à l'échelon national, le Congrès Régional de Midi-Pyrénées demande d'organiser l'AG sur 2 nuits minimum et en incitant sa réalisation durant des week-ends allongés.

Le Comité Directeur est défavorable à cette motion.

L'assemblée générale de 2020 aura lieu sur 3 jours conformément au compte rendu du CD des 30 juin et 1 juillet 2018. La Comité Directeur demande à la commission gouvernance d'intégrer cette demande dans ces travaux de réflexions.

MIDI-PYRÉNÉES : Organisation des AG en Interne

Au vu du contexte économique de notre association et de ses valeurs, la région Midi-Pyrénées propose que :

- *L'assemblée générale soit systématiquement organisée dans nos centres nationaux permanents et non permanents, soit dans des propriétés des SLA.*
- *La logistique (organisation, repas, activités) soit réalisée par des SLA de notre association en auto-financement. Ces propositions peuvent sembler plus onéreuses, toutefois ces dépenses seront réinjectées directement voire indirectement dans l'association. Rappelons les déficits réguliers des centres nationaux d'accueil, des difficultés pour des SLA et des équipages à financer leurs projets : ce fonctionnement appellerait des prestataires internes et permettrait un financement en continu.*

Le Comité Directeur est défavorable à cette motion.

Le Comité Directeur rappel cependant que si une équipe bénévole souhaite organiser une AG sur un centre des EEDF, cela est possible. Cependant le rendre impératif nous coupera d'opportunités et concentrera nos AG sur un nombre de régions limité.

RHÔNE-ALPES: l'Excédent Brut d'Exploitation

Le congrès demande que l'Excédent Brut d'Exploitation soit choisi comme indicateur privilégié de la bonne santé de la SLA.

Le Comité Directeur est défavorable à cette motion.

L'association a besoin d'une lecture parallèle de plusieurs indicateurs qui ne doivent pas être que financiers pour déterminer la bonne santé d'une SLA.

Si l'on parle de bonne santé financière, l'EBE n'est pas le seul indicateur.

Vœux

AUVERGNE : Atteinte à la Démocratie

Historiquement, la France, berceau de la révolution, revendique la pratique de la démocratie et salue les initiatives citoyennes. Depuis trop longtemps on constate une atteinte à ce droit fondamental, une ignorance volontaire des grands pontes de notre société et une répression violente et sanglante qui nous révolte, militant·e·s des EEDF porteurs ses de valeurs citoyennes. La région Auvergne réunie en Congrès les 16 et 17 mars au Domaine de la Planche demande une prise de position de l'association pour affirmer et afficher son soutien aux actions démocratiques et s'indigner qu'un pays qui exhibe sa culture de par le monde se permette d'intimider par la force et la violence les porteurs d'idéaux et les bâtisseurs de demain.

AUVERGNE : Climat & Biodiversité

La région Auvergne réunie en Congrès les 16 et 17 mars au Domaine de la Planche propose que: - l'engagement des EEDF en faveur de la protection de l'environnement soit réaffirmé, revendiqué et assumé publiquement - les adhérent·e·s EEDF soient appelé·e·s à représenter l'association en portant leur foulard/uniforme ou autre signe distinctif de l'association lors d'actions publiques collectives en faveur de l'environnement, en particulier lors d'actions spécifiques de la jeunesse.

BRETAGNE : Service National Universel

En tant qu'association de scoutisme et d'éducation populaire, les EEDF souhaitent redire que le service et l'engagement n'ont de sens que librement choisis. Le Service National Universel est présenté comme obligatoire. Il s'impose à toute une population, caractérisée par son âge et des stéréotypes qui définiraient son rapport au monde sous le prisme du manque (manque d'ouverture à l'autre, de solidarité, d'engagement). Ce Service National Universel, porté par l'armée, répond à ces stéréotypes par des normes standardisées. Celles-ci donnent à penser que des recettes expéditives pourraient être des solutions aux maux d'une société entière. Notre projet éducatif vise à l'émancipation de toutes et tous, au développement d'une citoyenneté et d'un engagement nourris par un esprit critique. Ainsi ni la forme ni le fond du Service National Universel ne peuvent répondre à nos ambitions pour la société. C'est pourquoi les EEDF réuni.e.s en Assemblée Générale les 15 et 16 juin 2019, en lien avec leurs partenaires (SGDF, EEUDF, MRJC, JOC) s'opposent à la mise en place du Service National Universel et demandent le retrait de ce projet.

GRAND EST : Marches pour le climat

Nous souhaitons que l'association intensifie la communication de son soutien aux marches pour le climat et favorise l'engagement des adhérent.e.s, et en particulier celui des jeunes, dans ce mouvement.

RHÔNE ALPES : Service National Universel

Les EEDF sont inquiets face au programme annoncé pour le Service National Universel. En tant qu'association de scoutisme, où l'engagement est au cœur de notre pédagogie et de nos réflexions, nous pensons que le cadre proposé ne permet pas la notion d'engagement. Celui-ci doit être libre et consenti. Les principes de l'éducation populaire, consistant à s'épanouir, à prendre conscience de son identité et de son potentiel d'action civique, ne peuvent en aucun cas être dispensés par les méthodes autoritaires et restrictives de l'armée. Au vu des valeurs portées par notre association, nous ne voulons pas cautionner la participation militaire à l'encadrement des jeunes.